

NOTE DE PRESENTATION BUDGET PRINCIPAL VILLE DE GRASSE

COMPTE ADMINISTRATIF 2020

RAPPORT GESTION DE DETTE

SOMMAIRE

I	LE COMPTE ADMINISTRATIF.....	P. 3
I-A	L'EXECUTION DU BUDGET 2020.....	P. 3
I-A-1	EQUILIBRE GENERAL COMPTE ADMINISTRATIF 2020.....	P. 3
I-B	DETAIL SECTION D'INVESTISSEMENT.....	P. 4
I-B-1	LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT.....	P. 4
I-B-2	LES RECETTES D'INVESTISSEMENT.....	P. 8
I-C	DETAIL SECTION DE FONCTIONNEMENT.....	P. 10
I-C-1	TABLEAUX RECAPITULATIFS DES OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT.....	P. 10
I-C-2	DETAIL DES CHAPITRES DE FONCTIONNEMENT EN DEPENSES.....	P. 11
I-C-3	DETAIL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT.....	P. 13
I-C-4	PRINCIPAUX RATIOS DE GESTION.....	P. 16
II	RAPPORT GESTION DE LA DETTE 2020.....	P. 17
II-A-1	SITUATION DE LA DETTE DU BUDGET PRINCIPAL AU 31.12.2020 EN MILLIONS D'EUROS.....	P. 17
II-A-2	STRUCTURE DE LA DETTE AU 31.12.2020 (BUDGET PRINCIPAL).....	P. 19
II-A-3	DETTE « HORS CHARTE » ET « A TAUX COMPLEXES » AU 31.12.2020 (BUDGET PRINCIPAL).....	P. 22
II-A-4	RATIOS DE DETTE.....	P. 23

I) LE COMPTE ADMINISTRATIF

Ce rapport présente les résultats de l'exécution 2020 du Budget Principal, soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Le compte administratif rend compte annuellement des opérations budgétaires exécutées à la clôture de l'exercice budgétaire, qui intervient au 31 décembre.

Ce bilan est présenté au cours de la même session que le compte de gestion du receveur municipal. Le Conseil Municipal peut ainsi constater, pour les parties communes, la parfaite concordance de ces deux documents.

Ce rapport vient en appui des documents budgétaires officiels remis par ailleurs à chaque membre du Conseil Municipal.

I-A) L'EXECUTION DU BUDGET 2020

Cette partie analyse l'exécution du budget 2020, voté le 10 décembre 2019 et amendé par différentes décisions budgétaires modificatives approuvées par le Conseil Municipal (BS du 7 juillet 2020, DBM 1 du 29 septembre 2020 et DBM 2 du 8 décembre 2020).

Cette présentation vient en appui des documents budgétaires officiels remis par ailleurs à chaque membre du Conseil Municipal.

Seront examinés successivement :

- 1) l'équilibre général du compte administratif 2020 ;
- 2) le détail de la section d'investissement ;
- 3) le détail de la section de fonctionnement ;
- 4) le rapport annuel sur la gestion de la dette ;
- 5) l'affectation du résultat.

I -A1) EQUILIBRE GENERAL COMPTE ADMINISTRATIF 2020

a) DEPENSES ET RECETTES REELLES EN K€

	Prévisions	Réalisations	Taux de réalisation	Restes à réaliser	Résultats reportés	TOTAL
Recettes de fonctionnement	67 653	68 402	101,11%		3 687	72 089
Dépenses de fonctionnement	64 009	63 361	98,99%			63 361
		5 041			3 687	8 728
Recettes d'investissement	28 811	26 841	93,16%	876		27 717
Dépenses d'investissement	29 274	27 453	93,78%	876	6 869	35 198
		-612			-6 869	-7 481

b) DEPENSES ET RECETTES REELLES ET D'ORDRE EN K€

	Prévisions	Réalisations	Taux de réalisation	Restes à réaliser	Résultats reportés	TOTAL
Recettes de fonctionnement	68 524	69 130	100,88%		3 687	72 817
Dépenses de fonctionnement	72 212	66 352	91,89%			66 352
		2 778			3 687	6 465
Recettes d'investissement	38 181	30 869	80,85%	877		31 745
Dépenses d'investissement	31 313	29 218	93,31%	877	6 869	36 963
		1 651			-6 869	-5 218

Le résultat cumulé de la section de fonctionnement s'établit donc à **6 465 K€**.

Le résultat cumulé de la section d'investissement s'établit à **- 5 218 K€**.

I-B) DETAIL SECTION D'INVESTISSEMENT

I-B1) les dépenses d'investissement

Les dépenses d'équipement réalisées en 2020 s'élèvent à **13 726 K€**.

Après un fléchissement assez net de nos investissements notamment sur les années 2016 et 2017, nous nous sommes inscrits dans une politique de plus en plus dynamique d'investissement.

Cette politique a pu être mise en place grâce à une restauration très importante de notre épargne, ayant pour conséquence notamment, une baisse importante des appels aux produits bancaires pour financer l'investissement.

Ainsi, alors qu'en 2014 près de **80 %** de nos investissements étaient financés par emprunt, seuls **52 %** l'ont été sur 2020.

Le capital de la dette a représenté **8 076 K€**, ce qui symbolise notre politique volontariste de désendettement par un rythme de remboursement élevé.

L'emprunt mobilisé sur 2020 étant de **7 100 K€ net des remboursements**, nous poursuivons notre désendettement.

MONTANTS EN K€

2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
12 071	10 444	7 625	7 604	9 259	10 263	13 726

Les réalisations de 2020 sont les suivantes :

OPERATIONS	Montants en K€
EQUIPEMENT DES SERVICES	440
BATIMENTS COMMUNAUX	14
EQUIPEMENTS ROUTIERS	85
MATERIELS SERVICES TECHNIQUES	134
PARC AUTOMOBILE	272
RESTAURATION ŒUVRES	24
ETUDE DE FAISABILITE	13
PALAIS EPISCOPAL	89
CHAPELLE ORATOIRE	25
PLAN DE RENOVATION DES CHAPELLES	167
MOULIN FONT LAUGIERE	1
CATHEDRALE	62
VILLA FRAGONARD	5
MUSEE D'ART ET D'HISTOIRE DE PROVENCE	6
RESERVES MUSEES LYCEE DE CROISSET	448
RENOVATION BATIMENTS COMMUNAUX	64
FACADES VILLA GUERIN- CCAS	26
GROS ENTRETIEN ET RENOUVELLEMENT ECOLES ET CRECHES	290
PLAN SECURISATION ECOLES ET CRECHE	55
EXTENSION ECOLE DE SAINT MATHIEU	663
TOITURE STADE CHILETTI	24
GROS ENTRETIEN BATIMENTS	274
GROS ENTRETIEN FLUIDES	8
GROS ENTRETIEN SECURITE INCENDIE	139
STAND DE TIR	198
RESSOURCES HUMAINES BOURSE DU TRAVAIL	391
ETUDE DE FAISABILITE	31
STADE DE PERDIGON	3
ACQUISITIONS FONCIERES	50
PLAN FONTAINES ET LAVOIRS	1
REQUALIFICATION BOULEVARD CARNOT	2
MURS DE SOUTÈNEMENT	31
CONFORTÈMENT IMPASSE DE LA LAUVE	64
REQUALIFICATION AVENUE GEORGES POMPIDOU	1 301
REQUALIFICATION RUE GAZAN	88
RENOVATION TRAVERSE DU THEATRE	14
REQUALIFICATIONS VOIRIES PLASCASSIER	98
REQUALIFICATIONS VOIRIES SAINT FRANCOIS	27

OPERATIONS suite	Montants en K€
REQUALIFICATIONS VOIRIES SAINT ANTOINE	8
REQUALIFICATIONS VOIRIES MAGAGNOSC	10
REQUALIFICATIONS VOIRIES MARRONNIERS	127
REQUALIFICATIONS VOIRIES SAINT JACQUES	13
VOIRIE CHEMIN DES PRES SAINTE ANNE	164
GROS ENTRETIEN VOIRIE	53
PLACE VICTOR HUGO	45
RESEAUX ELECTRIQUES ET ECLAIRAGE PUBLIC	111
TRAVAUX DANS LES CIMETIERES	57
JARDIN DES PLANTES	415
ESPACES VERTS ET AIRES DE JEUX	16
REFECTIONS SQUARES	175
RESEAUX EAUX PLUVIALES	17
RESEAU DEFENSE INCENDIE	43
VIDEO PROTECTION	193
STATIONNEMENT	16
INTEMPERIES NOVEMBRE 2019	321
FACADES ET PARTIES COMMUNES	21
ETUDES D'AMENAGEMENT	18
CONSTRUCTION MEDIATHEQUE	2 708
EQUIPEMENT MEDIATHEQUE	1 487
SINISTRE AVOISINANT MEDIATHEQUE	47
DECONSTRUCTION LAUVE	311
ESPACES PUBLICS ROUACHIER ET VERCUEIL	1 422
FRESQUE VERCUEIL	94
PLACE SAINT MARTIN	7
NOUVEAU PLAN DE RENOUVELLEMENT URBAIN	200
	13 726

Les restes à réaliser représentent un volume de 876 K€ et concernent les opérations suivantes :

OPERATIONS	Montants en K€
MODIFICATIONS DU PLAN LOCAL D'URBANISME	2
ETUDE STRUCTURE BOULEVARD MARECHAL LECLERC	2
ETUDE AMENAGEMENT SITE CLAVARY	28
DIAGNOSTIC ATTRACTIVITE COMMERCIALE	9
FRAIS ANNONCES ET INSERTIONS	2
PROGICIEL INFRASTRUCTURE RESEAUX	37
MODULE PAIEMENT MARCHES	2
DOTATIONS EQUIPEMENT SERVICES MUNICIPAUX	63
INFORMATISATION SERVICES MUNICIPAUX	34
MOBILIER SERVICES MUNICIPAUX	15
AMENAGEMENT JARDIN DES PLANTES	7
AMENAGEMENT CAMPUS MULTI SITES	34
FACADES VILLA GUERIN	3
BOURSE DU TRAVAIL	34
GROS ENTRETIEN BATIMENTS COMMUNAUX	11
HOTEL DE VILLE	2
RESERVES MUSEES	2
GROS ENTRETIEN BATIMENTS CULTUELS	3
EXTENSION GROUPE SCOLAIRE SAINT MATHIEU	12
RESEAUX VIDEO SURVEILLANCE	18
REQUALIFICATION AVENUE GEORGES POMPIDOU	1
RESEAUX ELECTRIQUES	15
MURS DE SOUTÈNEMENT	27
RESTAURATION COLLECTIONS ET ŒUVRE D'ART	7
TRAVAUX EFFECTUES COMPTE DE TIERS	270
EQUIPEMENT MEDIATHEQUE	139
CONSTRUCTION MEDIATHEQUE	98
	877

I-B2) les recettes d'investissement

Les subventions d'équipement perçues sur 2020 sont d'environ 2 962 K€.

OPERATIONS	Montants en K€
EQUIPEMENT DES SERVICES	14
PARC AUTOMOBILE	6
CAMPUS UNIVERSITAIRE MUTI SITES	4
PLAN SECURISATION ECOLES ET CRECHE	65
AUDIT ENERGETIQUE ECOLES	25
MODERNISATION DES CRECHES	99
AMENAGEMENT MAS DU COLLET	27
EXTENSION GROUPE SCOLAIRE SAINT MATHIEU	302
CHAPELLE SAINT MICHEL	29
TRANSFERT RESSOURCES HUMAINES	10
PALAIS EPISCOPAL	43
PROJETS URBAINS PARTENARIAUX	410
JARDIN DES PLANTES	109
REQUALIFICATION AVENUE GEORGES POMPIDOU	123
TERRAIN SYNTHETIQUE STADE PAOUTE	26
VIDEO PROTECTION	45
INTEMPERIES NOVEMBRE 2019	453
MISE AUX NORMES ARMOIRE ECLAIRAGE	8
AMENDES DE POLICE	584
CONSTRUCTION MEDIATHEQUE	440
EQUIPEMENT MEDIATHEQUE	89
FRESQUE QUARTIER GARE	14
ŒUVRE MURALISTE ROUACHIER	15
SONORISATION CENTRE VILLE	15
DOSSIERS ACV	10
	2 962

La mise en place d'une cellule dédiée aux recherches de financements a permis de faire progresser de nouveau le volume des subventions perçues.

Bilan des subventions perçues en K€ y compris amendes de police :

2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
2 864	4 680	2 614	1 268	2 440	2 696	2 962

Les recettes d'investissement reportées sur l'exercice 2021 et dont le montant est de 877 K€ vous sont détaillées ci-dessous :

OPERATIONS	Montants en K€
DSIL ILLUMINATIONS DE NOEL	17
DSIL TRAVERSE DU THEATRE	8
DSIL CAMPUS MULTISITES	11
FRAT ECOLE DE SAINT MATHIEU	57
DSIL BATIMENT BOURSE DU TRAVAIL	72
ENERGIE DEPARTEMENT	3
INTEMPERIES 2019 REGION	67
RESERVES DES MUSEES	43
TRAVAUX EFFECTUES COMPTE DE TIERS	270
EMPRUNT	329
	877

Tableau récapitulatif des opérations d'investissement en K€

	MONTANTS EN K€
EMPLOIS BUDGETAIRES EN MILLIERS D'EUROS	
Dépenses réelles d'investissement	-13 898
Dépenses d'ordre d'investissement	-1 765
Remboursement de la dette hors refinancement et remboursement anticipé	-8 076
Résultat 2019	-6 869
Soit un total d'emplois de	-30 608
RESSOURCES BUDGETAIRES EN MILLIERS D'EUROS	
- Recettes réelles d'investissement	14 262
Recettes d'ordre d'investissement	4 028
Emprunts encaissés hors refinancement net du remboursement anticipé	7 100
Soit un total de ressources	25 390
Besoin de financement	-5 218
Dépenses réelles à reporter	-877
Recettes réelles à reporter	877
SOIT UN RESULTAT NET DE	-5 218

I-C DETAIL SECTION DE FONCTIONNEMENT

I-C1) tableaux récapitulatifs des opérations de fonctionnement

DEPENSES ET RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT EN K€

	Prévisions	Réalisations	Taux de réalisation	Restes à réaliser	Résultats reportés	TOTAL
Recettes de fonctionnement	67 653	68 402	101,11%		3 687	72 089
Dépenses de fonctionnement	64 009	63 361	98,99%			63 361
		5 041			3 687	8 728
Recettes d'investissement	28 811	26 841	93,16%	876		27 717
Dépenses d'investissement	29 274	27 453	93,78%	876	6 869	35 198
		-612			-6 869	-7 481

Il est important de noter que le volume des réalisations de nos recettes de fonctionnement est supérieur à celui des prévisions, ces dernières ayant été fortement réduites au budget supplémentaire 2020 eu égard à la crise sanitaire.

Il convient également pour une analyse objective de retraiter les dépenses exceptionnelles d'un volume de **3 365 K€** destinées au transfert du résultat des budgets eau potable, assainissements collectif et non collectif à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

Dans le même temps le résultat reporté est neutralisé pour un même montant, soit **3 365 K€**.

Le résultat ainsi dégagé par la section de fonctionnement s'établit donc à 8 406 K€.

DEPENSES ET RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT RETRAITEES DES RESULTATS DES BUDGETS ANNEXES EN K€

	Prévisions	Réalisations	Taux de réalisation	Restes à réaliser	Résultats reportés	TOTAL
Recettes de fonctionnement	67 005	68 402	101,94%		322	68 724
Dépenses de fonctionnement	60 644	59 996	98,93%			59 996
		8 406			322	8 728

DEPENSES ET RECETTES REELLES ET D'ORDRE EN K€

	Prévisions	Réalisations	Taux de réalisation	Restes à réaliser	Résultats reportés	TOTAL
Recettes de fonctionnement	68 524	69 130	100,88%		3 687	72 817
Dépenses de fonctionnement	72 212	66 352	91,89%			66 352
		2 778			3 687	6 465

I-C2) détail des chapitres de fonctionnement en dépenses

- Charges à caractère général en K€

2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
12 704	11 234	11 126	10 510	10 327	10 671	10 359
Evolution	-11,57%	-0,96%	-5,54%	-1,74%	3,33%	-2,92%

A compter de 2015, les enveloppes dédiées au fonctionnement des services ont été fortement contraintes pour se stabiliser sur les années 2017 à 2019 autour d'un volume de **10 500 K€**.

Lors du vote du budget primitif 2020 en décembre 2019, ces crédits avaient été sensiblement revalorisés pour s'établir à **11 220 K€**, cependant, avec l'arrivée de la crise sanitaire ces derniers avaient été de nouveau réduits pour compenser les pertes de recettes prévisionnelles.

Par la stratégie mise en place, les volumes mandatés sur 2020 ont représenté **10 359 K€**, soit le niveau le plus bas constaté sur la période (équivalente à celle de 2018), les dépenses supplémentaires liées à l'acquisition de matériel sanitaire dont le volume a représenté environ **300 K€** étant incluses.

- Charges de personnel en K€

2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
34 156	33 599	33 579	34 165	34 012	34 556	34 416
Evolution	-1,63%	-0,06%	1,75%	-0,45%	1,60%	-0,41%

Nous l'avons déjà évoqué sur le poste de fonctionnement des services, un gros travail a également été effectué en termes de gestion du personnel notamment à travers la réorganisation des services et le non-remplacement de certains départs à la retraite.

Ainsi, même s'il faut tenir compte des personnels transférés avec les compétences à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (eau, assainissement collectif et non collectif notamment), la masse salariale a peu évolué entre 2014 et 2020.

- Subventions et participations en K€

2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
11 179	10 993	10 416	11 078	10 322	10 419	10 744
	-1,66%	-5,25%	6,36%	-6,82%	0,94%	3,12%

Le travail de fond effectué avec le tissu associatif a abouti à des diminutions importantes de leurs subventions sur deux années successives.

En 2017, le volume des réalisations sur ce chapitre a fortement augmenté suite à des régularisations opérées, notamment sur les conventions avec les communes scolarisant des enfants grassois et sur l'annulation d'une créance de la Ville envers une association (Sainte Thérèse) pour laquelle une garantie avait été accordée.

Ces opérations ayant un caractère exceptionnel, il convient de les neutraliser dans le cadre d'une analyse objective.

Après les efforts réalisés par les associations sur les années précédentes, l'année 2019 a vu les contributions de la Ville conservées à un niveau équivalent à celui de 2017 et 2018.

Sur 2020, dans les évolutions notables, la subvention au CCAS qui a été fortement revalorisée par rapport à 2019 eu égard à l'arrivée d'une nouvelle structure qui a fortement augmenté notre capacité d'accueil.

Dans le même raisonnement que celui retenu pour les enveloppes de fonctionnement des services, la participation financière de la Ville a été maintenue de façon à soutenir le travail effectué par ces structures et ne pas dégrader leur situation financière eu égard à leur perte d'activité et de revenus.

RECAPITULATIF DES POSTES DE CHARGE en K€

	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
Fonctionnement des services	12 704	11 234	11 126	10 510	10 327	10 671	10 359
Charges de personnel	34 156	33 599	33 579	34 165	34 012	34 556	34 416
Subventions aux associations	11 179	10 993	10 416	11 078	10 322	10 419	10 744
Reversement fiscalité	94	707	660	773	967	1 002	1 148
Charges de gestion	58 134	56 533	55 781	56 526	55 628	56 648	56 667
Charges financières brutes	4 739	3 745	4 077	3 805	3 358	2 821	2 921
Charges exceptionnelles	463	264	666	271	419	602	369
Provisions			555	210	1 011		39
Charges de fonctionnement	63 336	60 542	61 079	60 812	60 416	60 070	59 996
		-4,41%	0,89%	-0,44%	-0,65%	-0,57%	-0,12%

Pour plus de lisibilité, les dépenses liées aux transferts des résultats des budgets annexes à la Communauté d'Agglomération sur le chapitre 67 pour 3 365 K€ sont neutralisées.

Le volume des charges de fonctionnement a été considérablement diminué dès 2015, les évolutions les plus notables ont été celles du fonctionnement des services et des frais financiers.

Ce travail effectué sur l'optimisation de nos charges à largement contribué à l'assainissement de la situation financière et la restauration de notre niveau d'épargne.

I-C3) détail des recettes de fonctionnement

- Taxes foncières et d'habitation en K€

Les taux ont été maintenus constants depuis 2009.

2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
29 545	30 305	30 665	31 328	31 973	32 792	33 484
	2,57%	1,19%	2,16%	2,06%	2,56%	2,11%

La fiscalité directe locale constitue le poste principal de nos recettes de fonctionnement.

Pour optimiser nos bases fiscales, une organisation a été mise en place en interne par la création d'une cellule dédiée ; en parallèle un protocole a également été contractualisé avec les services fiscaux, de façon à formaliser nos objectifs.

Le produit fiscal a ainsi connu une progression dynamique ; les taux communaux ainsi que notre politique d'abattement n'ayant pas évolué depuis 2009, le produit lié à cette taxe connaît une évolution proportionnelle à celle des bases fiscales.

- Attribution de compensation en K€

2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
15 639	15 639	15 577	15 173	15 173	15 164	15 164

L'attribution de compensation a baissé de 404 K€ en 2017, compte tenu du transfert de l'Office du Tourisme à la Communauté d'Agglomération.

En 2019, elle a été impactée d'une part par la révision des charges de l'Office du Tourisme (4 K€), d'autre part par les charges liées au Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) et Natura 2000 (6K€).

Sur 2021 elle sera amenée à évoluer, une fois les charges transférées à la Communauté d'Agglomération dans le cadre du transfert de compétence eaux pluviales évaluées.

- Taxe sur les droits de mutation en K€

Elle a connu une dynamique importante ces dernières années.

Cette croissance a été impulsée par un environnement conjoncturel favorable, avec des taux d'intérêt particulièrement bas pour les prêts immobiliers et un bassin grassois encore attractif en termes de tarifs par rapport à certaines villes environnantes.

Par ailleurs, cette tendance s'est confirmée malgré la crise sanitaire, d'autant plus dans la période post-confinement, avec un produit des droits de mutation 2020 supérieur à celui de 2019 (+ 4,03 %).

Nous analysons ces bons résultats par la captation d'une nouvelle clientèle du littoral souhaitant investir dans des logements individuels.

2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
2 113	2 412	2 580	2 714	3 151	3 450	3 589
	14,15%	6,97%	5,19%	16,10%	9,49%	4,03%

Il est rappelé que la taxe communale sur les droits de mutation représente un prélèvement de 1,2 % du volume de la transaction, ce qui nous permet d'établir que le volume global des transactions sur le territoire a représenté environ 300 M€ .

- Autres taxes principales en K€

	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
Taxe sur électricité	1 224	1 182	1 163	1 210	1 244	1 194	1 149
Taxe de séjour	55	106	94	133	165	279	183
Prélèvement produit des jeux	154	96		25	64	56	31
Taxe sur la publicité	301	288	283	293	279	259	273
Autres taxes principales	1 735	1 672	1 540	1 661	1 752	1 788	1 636
		-3,63%	-7,89%	7,86%	5,48%	2,05%	-8,50%

Il est à noter que dans le produit des autres taxes, les volumes restent relativement stables ; il convient néanmoins de noter la progression constante des recettes liées à la taxe de séjour avant l'arrivée de la crise sanitaire.

- Dotation générale de fonctionnement en K€

	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
Dotation forfaitaire	8 409	6 980	5 500	4 662	4 630	4 485	4 335
Dotation solidarité urbaine	622	622	622	559	466	311	0
Dotation péréquation	685	716	750	711	719	678	672
Dotation Globale de fonctionnement	9 717	8 318	6 872	5 932	5 815	5 474	5 007
		-14,40%	-17,38%	-13,68%	-1,97%	-5,86%	-8,53%

L'Etat a mis en place une politique de redressement des finances publiques effective en 2014, par un prélèvement sur les dotations forfaitaires des communes.

Même si le prélèvement a pris fin dès 2017, il a fortement impacté le volume des dotations des Collectivités Locales.

Ainsi pour la Ville de Grasse, entre 2014 et 2020 la Dotation Globale de Fonctionnement a vu son volume annuel réduit de **4 710 K€**.

Par ailleurs, la Ville de Grasse n'est plus éligible à la Dotation de Solidarité Urbaine depuis 2017 ; une garantie dégressive a néanmoins été mise en place, ce qui explique le montant alloué jusqu'en 2019. En revanche pour 2020, la ville n'est plus couverte par ce dispositif.

La Dotation Globale de Fonctionnement a chuté de 184 euros par habitant en 2014 à 98 euros en 2019.

Pour information, la population INSEE est passée de 52 824 en 2014 à 51 342 habitants en 2020, le recensement retenu étant celui de 2017.

- Produits divers en K€

	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
Produits des services	1 776	1 879	1 945	2 308	2 577	2 520	1 588
Produits de gestion	846	817	910	1 072	1 024	1 047	1 037
Exceptionnels hors cessions	188	174	427	486	501	890	488
Autres produits divers	2 811	2 870	3 282	3 866	4 102	4 457	3 113
		2,10%	14,36%	17,79%	6,10%	8,65%	-30,15%

Les produits des services et du domaine ont été fortement touchés par la crise sanitaire.

Les postes essentiellement affectés ont été les redevances d'occupation du domaine public, les autres droits de stationnement, les redevances de stationnement, les régies de recettes à caractère culturel, sportif et évènementiel liées aux droits d'entrées et/ou aux manifestations.

Le volume global des pertes a été valorisée à environ **600 K€**.

Par ailleurs, il est important de noter également la perte sur ce chapitre des recettes de remboursement de personnel mis à disposition des budgets annexes, pour lesquels les compétences ont été transférées aujourd'hui à la Communauté d'Agglomération. Ce poste représentait un volume de recette de **412 K€** en 2019.

Dans les évolutions notables, nous remarquons une forte chute des produits exceptionnels entre 2020 et l'exercice budgétaire précédent, celle-ci étant liée à l'encaissement d'une recette exceptionnelle sur 2019 pour la vente de certificats d'économie d'énergie (**566 K€**).

RECAPITULATIF DES POSTES DE PRODUITS en K€

	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
Atténuations de charges	477	456	502	307	236	372	375
Produits des services	1 776	1 879	1 945	2 308	2 577	2 520	1 588
Impôts et taxes	49 566	50 346	50 688	51 111	52 314	53 436	54 088
Dotations et participations	14 022	12 761	10 706	9 717	9 393	9 452	9 132
Autres produits de gestion	846	817	910	1 072	1 024	1 090	1 037
Produits de gestion	66 687	66 259	64 751	64 515	65 544	66 870	66 220
Produits financiers	585	1 153	1 005	9 999	946	876	821
Produits exceptionnels	187	2 874	2 592	726	744	1 032	1 225
Reprises provisions				298	313	279	136
Produits de fonctionnement	67 459	70 286	68 348	75 538	67 547	69 057	68 402
		4,19%	-2,76%	10,52%	-10,58%	2,24%	-0,95%

I-C4) principaux ratios de gestion

	Valeurs
Epargne de gestion K€ (Produits de gestion - dépenses de gestion)	9 553
Epargne brute en K€ (Recettes réelles de fonctionnement - dépenses réelles de fonctionnement)	8 406
Amortissement capital de la dette en K€	8 076
Remboursement anticipé tirage*	700
Epargne nette en K€* (Epargne brute - amortissement capital de la dette y c. remboursement anticipé)	-370
Epargne de gestion / Produits de gestion	14,43%
Epargne brute/ Produits de gestion	12,69%
Dette brute au 31 décembre en M€	90,12
Capacité de désendettement dette brute en années	10,58
Dette nette retraitée du fonds de soutien en M€	81,40
Capacité de désendettement en années retraitée du fonds de soutien	9,6

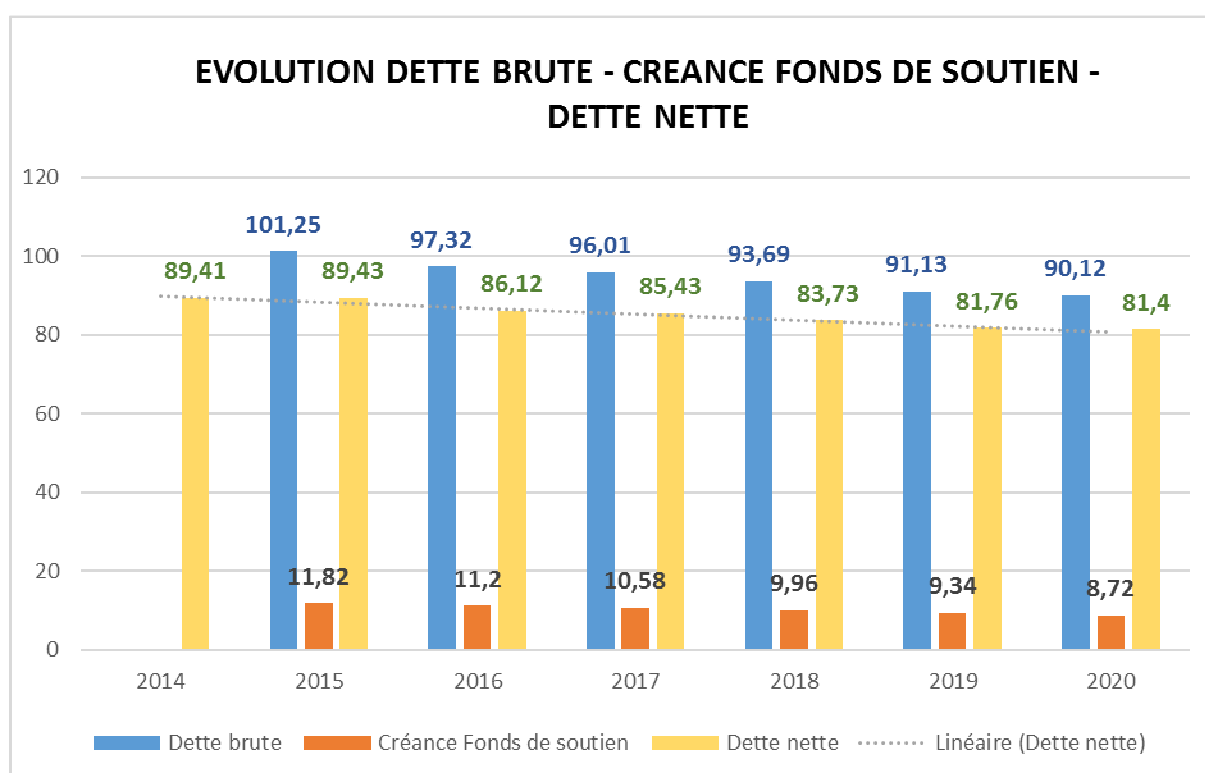
*Le remboursement anticipé étant exceptionnel, il ne devrait pas intervenir dans le calcul de l'épargne nette.

II) RAPPORT GESTION DE LA DETTE 2020

II-A1) Situation de la dette du budget principal au 31 décembre 2020 en millions d'euros :

Budget principal en M€

(en M€)	2014	2015 ¹	2016	2017	2018	2019	2020
Principal net fonds soutien	89.41	89.43	86.12	85.43	83.73	81.76	81.40
Variation		+0.02	-3.31	-0.69	-1.70	-1.97	-0.36



Commentaires sur l'évolution

- 2015 : deux principaux facteurs expliquent la croissance de la dette :
 - L'enregistrement des écritures liées au contrat du PPP a entraîné une augmentation de la dette de 2.527 M€ en valeur d'origine ;
 - La restructuration impérative d'un produit structuré SFIL dont les taux contractuels atteignaient des niveaux insupportables. Cette restructuration a nécessité la souscription d'un emprunt de 16,4 M€ pour financer l'Indemnité de Remboursement Anticipé. En contrepartie, la Ville a obtenu une aide très significative (12,4 M€) du Fonds de Soutien aux Collectivités ayant souscrit des emprunts toxiques.

¹ Les données retenues sont arrêtées après impact de l'aide du Fonds de Soutien.

- 2016 : la baisse de la dette s'amorce grâce principalement à une baisse des investissements réalisés en 2016, inférieurs de 26 % à ceux de 2015 ;
- 2017 : la réduction des investissements a permis de poursuivre la baisse de la dette ;
- 2018 : le désendettement se poursuit alors que le niveau d'investissement progresse de plus de 20 % entre 2018 et 2017 ;
- 2019 : le volume de nos investissements progresse de nouveau, alors que l'emprunt mobilisé pour leurs financements diminue au bénéfice des financements par fonds propres. Notre politique volontariste de désendettement est consolidée ;
- 2020 : malgré la forte dynamique de nos investissements, l'emprunt mobilisé a été optimisé afin que **le désendettement se poursuive**.

Analyse des variations 2020 et prospective 2021 en M€ hors refinancements.

En M€	2020	2021
Emprunts nouveaux LMT	+4	+ 7.92
Emprunts nouveaux CT	+3.80	
Amortissements	-8.08	- 8.00
Remboursement tirage	-0,7	
Variation dette brute	-1.01	-0.08
Fonds de Soutien	+0.62	+0.62
Variation dette nette	-0.36	+0.54

Le volume des amortissements est agrégé du remboursement anticipé de 700 K€ effectué en fin d'année sur un emprunt mobilisé en 2020 mais non consolidé.

Commentaire sur la dette CT

La dette financière à court terme est essentiellement constituée de lignes à tirages utilisées pour assurer l'optimisation de la gestion de la dette et de la trésorerie. Ces lignes représentent des engagements pluriannuels.

Les tirages effectués ont permis de financer environ 22,5 % des investissements réalisés en 2020, dans des conditions financières extrêmement favorables pour la Ville. C'est le résultat de la combinaison de taux de marchés négatifs et d'une marge très faible.

Pour 2020 apparaissent très clairement :

- De nouveaux emprunts LMT :
2 M€ souscrits avec la banque des Territoires (taux fixe : 0,56 % sur 20 ans) ;
2 M€ à la Banque Postale (taux fixe : 1,46 % sur 20 ans) pour financer des investissements nouveaux, soit **4 M€** ;

- Un nouveau tirage sur notre convention CT souscrite avec le Crédit Agricole pour financer des investissements nouveaux **3,8 M€** (Euribor 3M + 0,60 BP), compensé par un remboursement de **0,7 M€** dans la même année ;
- L'atténuation de la réduction de la dette par l'amortissement du Fonds de Soutien pour **0,62 M€**.

Enfin il convient également de noter le refinancement d'un emprunt revolving par la souscription d'un emprunt LMT auprès du Crédit Agricole pour un montant strictement équivalent de **1,38 M€** (Euribor 3M + 0,90 BP sur 20 ans).

Nous nous sommes toujours positionnés sur une stratégie d'anticipation.

En tout premier lieu, la sécurisation d'emprunts structurés.

Sur ce point en particulier, force est de constater aujourd'hui que la Ville est bien moins exposée aux risques des marchés financiers, néanmoins une opportunité a été saisie en 2020 pour diminuer de nouveau notre encours dit « hors charte ».

Nous avons également profité d'une conjoncture particulièrement attractive en termes de taux et de marge, les contrats signés en 2020 pour financer les investissements de 2021 fixant d'ores et déjà des conditions financières favorables en termes de taux.

II-A2) Structure de la dette au 31 /12 /2020 (budget principal)

Ventilations de la dette totale en M€

Ces analyses sont conduites sur les dettes brutes (avant déduction de l'aide du Fonds de Soutien).

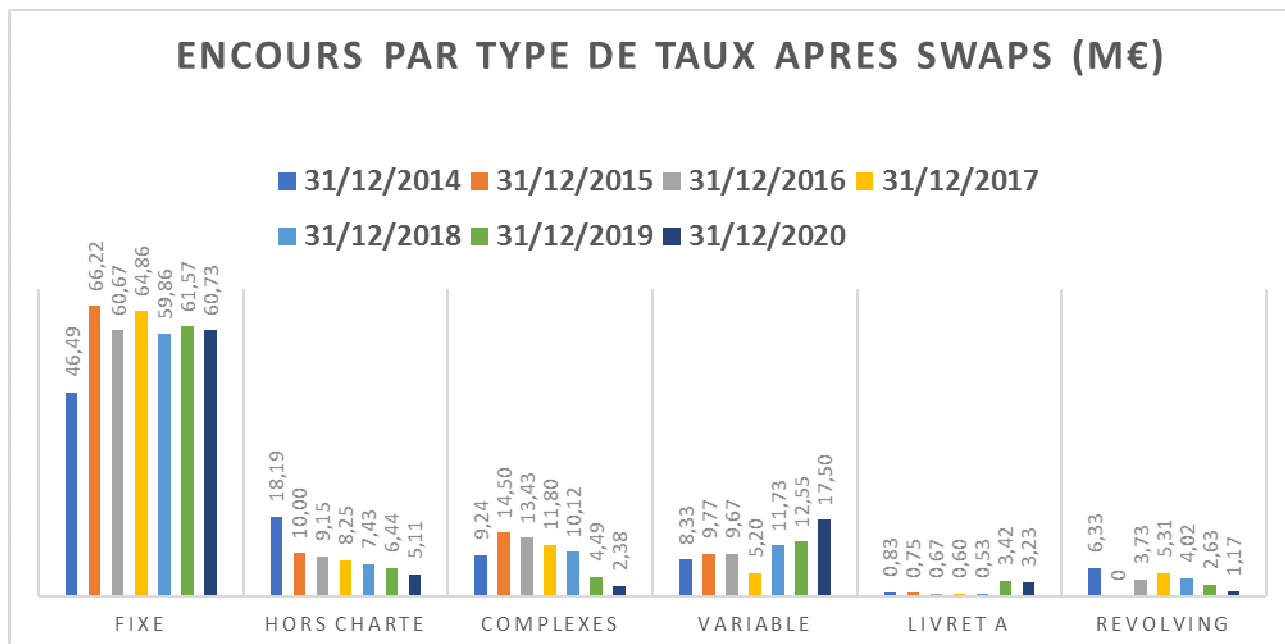
- Par typologie de taux après swaps :

	31.12.14		31.12.15		31.12.16		31.12.17		31.12.18		31.12.19		31.12.20	
	M€	%	M€	%	M€	%	M€	%	M€	%	M€	%	M€	%
Fixe ²	46.49	52.00	66.22	65.41	60.67	62.34	64.86	67.55	59.86	63.89	61.57	67.59	60.73	67.39
Complexes	9.24	10.33	14.50	14.32	13.43	13.80	11.80	12.29	10.12	10.80	4.49	4.93	2.38	2.64
Hors Charte	18.19	20.34	10.00	9.88	9.146	9.40	8.25	8.59	7.43	7.93	6.44	7.06	5.11	5.67
Variable	8.33	9.32	9.77	9.65	9.67	9.94	5.20	5.41	11.73	12.52	12.55	13.78	17.50	19.42
Livret A	0.83	0.93	0.75	0.74	0.67	0.69	0.602	0.63	0.53	0.57	3.42	3.75	3.23	3.58
Revolv tiré	6.33	7.08	-	-	3.73	3.83	5.31	5.53	4.02	4.29	2.63	2.89	1.17	1.30
	89.41	100	101.25	100	97.32	100	96.02	100	93.69	100	91.13	100	90.12	100

² En ce compris les PPP.

Après swaps, à fin 2020, la dette à taux fixe représente 67,39 % de la dette totale, 24,30 %, est à taux variables simples.

La dette hors charte ne représente plus que 5,67 % de notre dette



Etant rappelé que la dette revolving (engagement pluriannuel) a une fonction de lissage destinée à optimiser la dette de la Ville, il apparaît clairement que les actions de gestion ont permis de :

- Réduire significativement la dette Hors Charte. Ce point est une des règles de gestion adoptées tendant à rechercher la diminution de l'exposition aux risques ;
- Accroître l'encours à taux fixes dans une période de taux bas. Ce point est également une des règles de gestion adoptées en 2020 ;
- Privilégier les produits indexés sur du révisable en 2020, les taux courts restant négatifs.

Par typologie de risques **Budget Principal** (après swaps) :

		Risque							
		moins élevé				Plus élevé			
		A	B	C	D	E	HC	Total	
Risk		M€	M€	M€	M€	M€	M€	M€	%
élevé + ←	1	81.46	3.28					84.74	94.03%
	2								
	3								
	4		0.27					0.27	0.30%
	5								
	H						5.11	5.11	5.67%
	C								
	Σ	81.46	3.55				5.11	90.12	
	%	90.39	3.94				5.67		100 %

La souscription des swaps avait contribué à augmenter de façon sensible l'exposition aux risques de la Ville. Toutefois, les actions de désensibilisation entreprises, notamment depuis 2014, ont réduit tant les encours classés en « Hors Charte » que les encours dits « complexes » correspondants aux produits les plus risqués.

Ainsi, par rapport à fin 2019, les positions Hors Charte sont passées à 5,67 % vs 7,06 % en 2019, les positions complexes à 2,64 % vs 4,93 % en 2019.

Les positions « 1A » - « 1B » ont fortement augmenté à 94,33 % vs 92,16 % en 2019.

- **Taux moyens d'endettement**

Année	Après Swaps (%)	
	Niveau	Variation
2009	3.97	
2010	5.54	+1.57
2011	7.34	+1.80
2012	6.93	-0.41
2013	6.48	-0.45
2014	5.24	-1.24
2015	4.09	-1.15
2016	3.76	-0.33
2017	3.31	-0.45
2018	3.02	-0.29
2019	2.80	-0.22
2020	2.43	-0.37

Ainsi qu'indiqué supra, en 2014, un changement de politique de gestion de dette est intervenu dans le but de **réduire tant les risques financiers que les taux moyens**. Cette politique a été renforcée en 2015 avec l'adoption d'un cahier de procédures de gestion de dettes et d'un cahier de règles de gestion. Il en est résulté prioritairement :

- En 2014 et en 2015, une désensibilisation des produits structurés les plus défavorables. Les améliorations qui en ressortent se font sentir sur les taux moyens dès 2014 ;
- En 2016, le remboursement d'un emprunt à taux variable à marge élevée (2,29 %) et son refinancement par un emprunt à taux fixe de 0,70 %. Malgré l'Indemnité de Remboursement Anticipée acquittée (3 % du CRD), cette opération est très bénéfique pour la Ville ;
- En 2017, le remboursement d'un emprunt à taux révisable à marge élevée (3,47 %) et son refinancement par un emprunt à taux fixe de 0,70 %. Malgré l'Indemnité de Remboursement Anticipée acquittée (3 % du CRD), cette opération est très bénéfique pour la Ville ;
- En 2018, la majorité des tirages ayant été effectués sur des taux à variables simples, révisables sur des taux courts restant largement négatifs à ce jour ;

- En 2019, la sécurisation définitive d'un emprunt structuré par un passage de l'échéance en taux fixe à des conditions avantageuses.

- En 2020, à la demande de Dexia, la Ville a saisi l'opportunité :

- D'une part de rembourser par anticipation et de refinancer un emprunt d'un montant de 3 178 378,44 € dont le taux fixe s'élevait à 4,68 %.

Cette transaction a fait l'objet d'un protocole d'accord (délibération n° 2020-97).

Le nouvel emprunt a été souscrit auprès de la Banque Postale pour un montant strictement identique, au taux fixe de 0,74 % et pour la durée résiduelle de l'emprunt quitté, soit 8 ans.

- D'autre part, de rembourser par anticipation et de refinancer un emprunt en Franc Suisse d'un montant de 328 275,00 CHF.

Cette transaction a fait l'objet d'un protocole d'accord (délibération n° 2020-97).

Le nouvel emprunt a été souscrit auprès du Crédit Agricole au taux fixe de 0,45 % et pour la durée résiduelle de l'emprunt quitté soit 2,25 ans. Le montant du prêt (224 170,31 €) correspond à la contrevaletur en Euros basée sur le cours historique du taux de change.

Le tableau ci-dessus montre clairement l'impact de ces actions sur le taux moyen après swaps, taux effectivement supporté par la Ville. Il est donc la cible des actions de gestion.

II-A3) Dette « Hors Charte » et à « Taux Complexes » au 31.12.20 (Budget principal)

- Au 31.12.20, la dette « hors charte » et à « taux complexes » est répartie ainsi :

Banque prêteuse		Réf.	Type Taux	Sans swaps		Avec swaps		Total	
		Ville		Nbre	M€	Nbre	M€	Nbre	M€
Financements Hors Charte									
SFIL	HC	308b	Struct			1	0.90	1	0.90
Dexia	HC	309	Struct			1	3,10	1	3,10
CE	HC	318	Struct			1	0.99	1	0.99
CE	HC	301b	Struct			1	0,12	1	0,12
						4	5.11	4	5.11
Financements Complexes									
Dexia	B1	295	Struct	1	0,03			1	0,03
SFIL	B1	325	Struct			1	3,25	1	3,25
CE	B4	3177	Struct	1	0,27			1	0,27
				2	0,30	1	3,25	3	3.55
TOTAL				2	0.30	5	8.36	9	8.66

Près des 2/3 de la dette HC ou à taux complexes a été travaillée avec des swaps (et parfois des contre-swaps).

- La dette comprend des produits « Hors Charte » Gissler.

En cas de swap et éventuellement de contre-swaps, ne sont retenues que les positions résultantes.

Quatre produits restent classés en « Hors Charte », soit de l'ordre de 5,61 % du portefeuille de dettes. La part « Hors Charte » est passée de 18,19 M€ à 5,11 M€ entre fin 2014 et fin 2020, soit une réduction de près de 72 %.

Réf.	TAUX	ENCOURS AU 31.12.2020
Ville		M€
301b	3.50 % si USD/CHF \geq 0.95 sinon, 3.50 % + 1.55 * (0.95 - USD/CHF) / USD/CHF	0,12
308b	MAX (10.98 % - 10 * [CMS GBP 10y - CMS EUR 10y] ; 0) (Floor = 0.00 %)	0.90
309	2.96 % si (CMS 30y - CMS1y) \geq 0 sinon, 10.55 % - 10 * (CMS 30y - CMS 1y)	3.10
318	2.00 % + MAX [(EUR/USD - EUR/CHF - 10.65 %) ; 0]	0.99
	TOTAL en EUR	5.11

II-A4) Ratios de dette

Encours de dette brute en M€	90,12
Population DGF	51 342
Dette brute par habitant en €	1 755
Dette retraitée fonds de soutien par habitant en €	1 585
Dette brute/recettes de fonctionnement en %	132%
Dette retraitée/recettes de fonctionnement en %	119%
Durée de vie résiduelle en années	11,4
Durée moyenne du portefeuille d'emprunts en années	6,8